

# RESEARCH REPORT

MACROECONOMY

FÉVRIER  
2022

## Côte d'Ivoire : Loi de Finances 2022 Le Plan National de Développement sur les bons rails

- 02 | Executive Summary
- 03 | En matière de croissance, l'année 2022 montre la voie
- 04 | Un budget volontariste pour accompagner la croissance
- 05 | Principales dispositions fiscales de la LF 2022



Attijari  
Global Research

## EXECUTIVE SUMMARY

Alors que la problématique centrale de plusieurs pays de la région est la pérennisation d'une croissance soutenue, la Côte d'Ivoire présente d'autres enjeux. Forte d'un potentiel de croissance de 7,7% lors du triennat 2022-2024 comparée à 4,2% pour les pays de l'ASS<sup>(1)</sup>, cette économie vise la continuité de ce rythme de croissance pour une transformation structurelle à horizon 2030.

Le Plan National de Développement 2021-2025 constitue une 1<sup>ère</sup> feuille de route de ce que la Côte d'Ivoire a l'ambition de devenir à horizon 2030. Il s'agit d'un pays à revenu intermédiaire, où le PIB/habitant dépasserait les 4.000 \$ (contre 2.300 \$ en 2020), où la pauvreté serait inférieure à 30% et où l'investissement privé constituerait un véritable relais de croissance.

D'ici là, l'année 2022 montre la voie. La croissance devrait s'accélérer de 6,5% à 7,1% portée par les secteurs secondaire et tertiaire. Le Trésor ne lésine pas sur les moyens et prévoit un budget de 9.901 MMFCFA, en hausse de 17,9%. Le déficit budgétaire ressortirait à 4,7% du PIB contre 5,6% en 2021, mais s'écarte de la norme communautaire UEMOA qui fixe une limite de 3,0%.

Il est réconfortant de constater que les hypothèses de construction de la LF 2022 présentent un caractère conservateur. Ceci est particulièrement lié aux hypothèses de cours des exportations du Cacao et du Pétrole.

Pour ce qui est des dispositions fiscales, cette nouvelle mouture de la LF 2022 apporte son lot de nouveautés sans pour autant créer une rupture. L'ambition de rehausser durablement les revenus de l'Etat s'inscrirait vraisemblablement dans la durée.

### Abdelaziz LAHLOU

Directeur Economie  
+212 529 03 68 37  
ab.lahlou@attijari.ma

<sup>1</sup> Afrique Subsaharienne

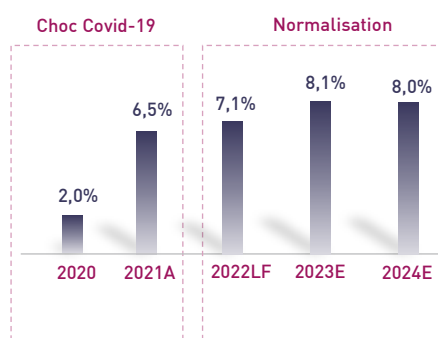
## EN MATIÈRE DE CROISSANCE, L'ANNÉE 2022 MONTRE LA VOIE

La Côte d'Ivoire est parmi les rares exceptions à l'échelle internationale. En effet, le pays a maintenu le cap de la croissance en 2020 avec un taux de progression de son économie de +2,0%. En 2021, la reprise est au rendez-vous avec une hausse du PIB qui devrait s'approcher des 6,5%. Un niveau réconfortant pour ce pays qui, à travers son Plan National de Développement (PND 21-25), a l'ambition d'atteindre un rythme de croissance normatif de 7,7%.

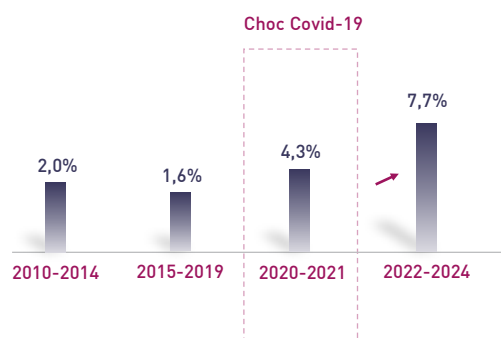
Pour rappel, le PND constitue une feuille de route de la vision « Côte d'Ivoire 2030 ». Cette dernière vise d'une part, à porter le revenu par habitant à 4.300 \$ contre 2.278 \$ à fin 2020 et d'autre part, à réduire le taux de pauvreté à 30% à travers une augmentation de l'investissement privé de 14,4% à 22,7% du PIB à horizon 2025.

Pour l'année en cours, la Loi de Finances s'appuie sur une hypothèse de croissance de 7,1%, un taux supérieur à la moyenne 2022 des pays de l'Afrique Subsaharienne estimée à 3,8%. Pour y parvenir, l'économie ivoirienne compte s'appuyer sur la bonne performance du secteur secondaire, à savoir l'énergie (+17,2%) et les BTP (+15,8%). Le secteur tertiaire serait également un contributeur avec une hausse projetée de 7,9% issue du bon comportement du commerce (+8,4%), du transport (+8,2%) et dans une moindre mesure des télécoms (+6,2%). Avec une performance limitée à 1,6%, le secteur primaire n'aurait qu'un effet marginal sur la croissance du PIB en cette année du fait de son poids contenu à 14% dans le PIB global.

### PLAN TRIENNAL DE CROISSANCE EN CÔTE D'IVOIRE

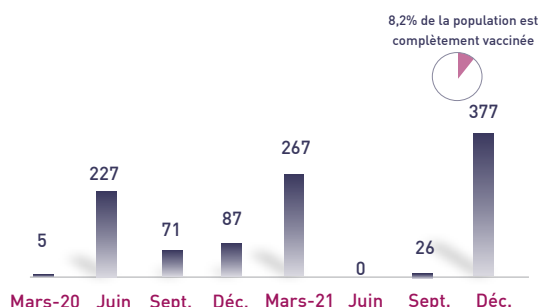


### PHASES DE CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE IVOIRIENNE



A noter que 18,8% de la population ivoirienne a entamé son schéma de vaccination alors que 8,2% est complètement vaccinée contre 5,6% pour le Sénégal ou encore 2,0% pour le Mali. Au final, la hausse du PIB en 2022 reposerait davantage sur les secteurs secondaire et tertiaire alors que le secteur primaire, exposé aux aléas climatiques, ne constitue pas un contributeur important à la croissance.

### NOMBRE DE NOUVEAUX CAS COVID QUOTIDIENS<sup>1</sup>



### HYPOTHÈSES DE CONSTRUCTION DU PLF 2022

	Hypothèse LF	Prévision
Cacao	1.300 FCFA/kg	1.300 FCFA/kg
Pétrole	32.250 FCFA/bbl	33 725.FCFA/bbl
Taux de change	544 FCFA/\$	549 FCFA/\$

Plusieurs éléments laissent croire que le taux de croissance projeté en 2022 de 7,1% est un scénario crédible. Tout d'abord, les hypothèses de construction relatives aux prix des Matières Premières exportées revêtent un caractère conservateur. Ensuite, le pays est quelque peu épargné des conséquences de la crise sanitaire mondiale. Pour rappel, la Côte d'Ivoire a réalisé une croissance de +2,0% en plein choc-Covid alors que la plupart des pays d'Afrique ont accusé des récessions économiques importantes.

<sup>1</sup> Indicateurs au 23 de chaque mois

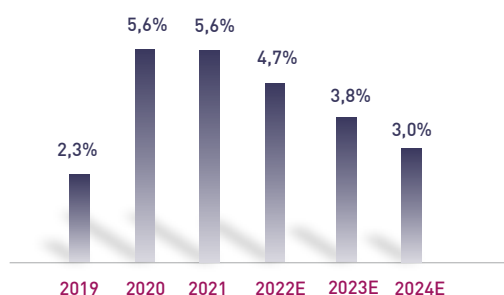
## UN BUDGET VOLONTARISTE POUR ACCOMPAGNER LA CROISSANCE

Traditionnellement, la Côte d'Ivoire a soutenu une politique d'assiduité budgétaire qui lui a valu un niveau d'endettement tout à fait acceptable de la part de ses créanciers. Le pays a eu le privilège d'être la première économie de l'Afrique Sub-saharienne à lever des fonds sur les marchés internationaux post-Covid. En effet, les besoins générés par la pandémie ont creusé le déficit à 5,6% en 2020 contre 2,3% en 2019. Un niveau qui devrait se stabiliser en 2021.

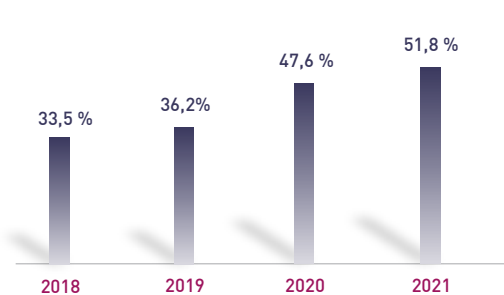
Pour cette année 2022, la LF prévoit un retour progressif à la normale avec une projection du déficit budgétaire de 4,7%. La mise en conformité avec la norme communautaire de l'UEMOA de 3,0% est prévue à compter de 2024. Il faudrait souligner dans ce sens que la politique budgétaire pourrait être toujours qualifiée d'expansionniste. L'évolution des dépenses et recettes vient en témoigner :

- ⇒ L'exécutif met des moyens à hauteur des ambitions avec un budget général de 6.988 MMFCFA en hausse de 11,6% contre une croissance économique de 7,1%. Ce budget volontariste tient compte d'une hausse de 31% des investissements à 2.571 MMFCFA, accompagnée d'une progression des dépenses du personnel de +7,0% à 1.958 MMFCFA avec une priorité au développement des domaines de l'investissement et de l'éducation ;
- ⇒ Profitant d'une reprise de la croissance, les recettes sont attendues en hausse de 12,9% à 4.868 MMFCFA. Cette hausse proviendrait notamment de la progression de 12,6% des recettes fiscales issue d'une évolution positive de l'impôt sur les revenus et des taxes à l'importation. A noter que les recettes fiscales dominent les revenus de l'Etat avec une quote-part de 92,0%.

CÔTE D'IVOIRE: DÉFICIT BUDGÉTAIRE GLOBAL (% DU PIB)



CÔTE D'IVOIRE: DETTE PUBLIQUE (% DU PIB)



En matière d'endettement, et bien que la courbe de progression ait connu un net fléchissement lors des deux derniers exercices avec une hausse cumulée de 15,6 pts, la Côte d'Ivoire demeure sur un niveau Dette/PIB tout à fait soutenable de 51,8% à fin 2021. En effet, l'importante progression de l'encours de la dette est constamment diluée par la forte croissance du PIB.

En comparaison avec le profil commun des pays de l'ASS, l'enjeu de l'économie ivoirienne est plutôt nuancé. La Côte d'Ivoire cherche à équilibrer durablement son budget à travers un rehaussement de ses revenus fiscaux. Avec un ratio de 12,5% du PIB, les revenus fiscaux du pays sont inférieurs à la moyenne UEMOA qui s'élève à 13,7% et s'écartent de la norme régionale établie à 20,0%.

Pour y parvenir, la Côte d'Ivoire œuvre pour diversifier ses sources de revenus et réduire sa dépendance aux droits de douane. Le Trésor est également pénalisé par la multiplicité des exonérations fiscales et particulièrement celles liées à la culture des graines et au secteur de la construction. Ainsi, la Loi de Finances 2022 va dans ce sens en augmentant considérablement le budget des investissements tout en supprimant de nombreuses exonérations fiscales.

## PRINCIPALES DISPOSITIONS FISCALES DE LA LF 2022

A la lecture de l'ensemble des dispositions fiscales présentées dans cette LF 2022, nous ressortons avec les tendances suivantes :

- ⇒ Simplification du dispositif juridique applicable aux exportations de Matières Premières ;
- ⇒ Annulation d'un certain nombre d'exonérations fiscales ;
- ⇒ Consolidation des revenus fiscaux à travers une augmentation progressive de la base imposable.

Ci-dessous un recueil des principales dispositions fiscales de la Loi de Finances 2022 :

### MESURES GÉNÉRALES

- ⇒ Relèvement des droits d'accises sur les tabacs de 39%-40% à 47% et les appliquer à la cigarette électronique ;
- ⇒ Rabaissement des droits d'accises sur les produits cosmétiques contenant de l'hydroquinone de 50% à 15% ;
- ⇒ Simplification de la taxation du caoutchouc granulé exporté par l'application d'une taxe unique de 1,5% ;
- ⇒ Simplification de la taxation de la noix de cajou exporté par l'application d'une taxe unique de 5 FCFA par Kg ;
- ⇒ Suppression de l'exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux au profit des entreprises agricoles et des sociétés coopératives de consommation ;
- ⇒ Institution d'une taxe de 5% sur les produits nets des opérations de vente des jeux de hasard ;
- ⇒ Extension de la taxe touristique aux microentreprises dont le CA TTC est compris entre 50 MFCFA et 200 MFCFA.

### MESURES DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES ET À L'EMPLOI

- ⇒ Relèvement du crédit d'impôt de 20% à 30% de la valeur d'acquisition de brevets ou nouveaux procédés de fabrication ;
- ⇒ Rabaissement de 15% à 10% du taux d'impôt sur le patrimoine foncier applicable aux constructions inachevées et inscrites aux bilans des entreprises et personnes morales ;
- ⇒ Application du régime fiscal incitatif de l'UEMOA spécifique des sociétés d'investissements à capital fixe (SICAF) aux entreprises ivoiriennes ;
- ⇒ Réduction de 7% à 6% du taux de droit commun applicable aux microentreprises, et possibilité de se faire suivre par un cabinet d'expert-comptable agréé pour bénéficier d'un taux réduit ramené de 5% à 4%.

## ATTIJARI GLOBAL RESEARCH

### DIRECTEUR ÉCONOMIE

Abdelaziz Lahlou  
+212 5 29 03 68 37  
ab.lahlou@attijari.ma  
Casablanca

### MANAGER

Lamyae Oudghiri  
+212 5 29 03 68 18  
l.oudghiri@attijari.ma  
Casablanca

### SENIOR ASSOCIATE

Mahat Zerhouni  
+212 5 29 03 68 16  
m.zerhouni@attijari.ma  
Casablanca

### ASSOCIATE

Omar Cherkaoui  
+212 5 22 49 14 82  
o.cherkaoui@attijari.ma  
Casablanca

### DIRECTEUR STRATÉGIE

Taha Jaidi  
+212 5 29 03 68 23  
t.jaidi@attijari.ma  
Casablanca

### MANAGER

Maria Iraqui  
+212 5 29 03 68 01  
m.iraqui@attijari.ma  
Casablanca

### ASSOCIATE

Meryeme Hadi  
+212 5 22 49 14 82  
m.hadi@attijari.ma  
Casablanca

### INVESTOR RELATIONS ANALYST

Nisrine Jamali  
+212 5 22 49 14 82  
n.jamali@attijari.ma  
Casablanca

### SENIOR ANALYST

Ines Khouaja  
+216 31 34 13 10  
khouaja.ines@attijaribourse.com.tn  
Tunis

### FINANCIAL ANALYST

Felix Dikosso  
+237 233 43 14 46  
f.dikosso@attijarisecurities.com  
Douala

### FINANCIAL ANALYST

Jean-Jacques Birba  
+225 20 21 98 26  
jean-jacques.birba@sib.ci  
Abidjan

## Bourse / Gestion d'Actifs / Conseil

### BROKERAGE - MAROC

Abdellah Alaoui  
+212 5 29 03 68 27  
a.alaoui@attijari.ma

Rachid Zakaria  
+212 5 29 03 68 48  
r.zakaria@attijari.ma

Anis Hares  
+212 5 29 03 68 34  
a.hares@attijari.ma

Alae Yahya  
+212 5 29 03 68 15  
a.yahya@attijari.ma

Sofia Mohcine  
+212 5 22 49 59 52  
s.mohcine@wafabourse.com

### CUSTODY - MAROC

Tarik Loudiyi  
+212 5 22 54 42 98  
t.loudiyi@attijariwafa.com

### UEMOA - CÔTE D'IVOIRE

Mohamed Lemridi  
+225 20 21 98 26  
mohamed.lemridi@sib.ci

### BROKERAGE - TUNISIE

Abdelkader Trad  
+225 20 21 98 26  
trad.abdelkader@attijaribank.com.tn

### CEMAC - CAMEROUN

Sammy N.Ekambi  
+237 678 43 87 19  
s.ekambi@attijarisecurities.com

## Activités de marchés

### MAROC

Mehdi Mabkhout  
+212 5 22 42 87 22  
m.mabkhout@attijariwafa.com

Mohammed Hassoun Filali  
+212 5 22 42 87 24  
m.hassounfilali@attijariwafa.com

Btissam Dakkouni  
+212 5 22 42 87 74  
b.dakkouni@attijariwafa.com

Dalal Tahoune  
+212 5 22 42 87 07  
d.tahoune@attijariwafa.com

### ÉGYPTE

Mahmoud Bahaa  
+202 27 97 04 80  
mahmoud.bahaa@barclays.com

### TUNISIE

Abdelkader Trad  
+216 71 80 29 22  
trad.abdelkader@attijaribank.com.tn

### MIDDLE EAST - DUBAÏ

Serge Bahaderian  
+971 0 43 77 03 00  
sbahaderian@attijari-me.com

### UEMOA - CÔTE D'IVOIRE

Abid Halim  
+225 20 20 01 55  
abid.halim@sib.ci

### CEMAC - GABON

Youssef Hansali  
+241 01 77 72 42  
youssef.hansali@ugb-banque.com

## AVERTISSEMENT

#### RISQUES

L'investissement en valeurs mobilières est une opération à risques. Ce document s'adresse à des investisseurs avertis. La valeur et le rendement d'un placement peuvent être influencés par plusieurs aléas à la fois économiques et techniques. Les performances antérieures des différentes classes d'actifs n'assurent pas une garantie pour les réalisations postérieures. Les estimations futures pourraient être basées sur des hypothèses qui pourraient ne pas se concrétiser.

#### LIMITES DE RESPONSABILITÉ

L'investisseur admet que ces opinions constituent un élément d'aide à la prise de décision. Celui-ci endosse la totale responsabilité de ses choix d'investissement. Attijari Global Research ne peut être considérée comme étant à l'origine de ses choix d'investissement. Ce document ne peut en aucune circonstance être considéré comme une confirmation officielle d'une transaction adressée à une personne ou à une entité et aucune garantie ne peut être formulée sur le fait que cette transaction sera conclue sur la base des termes et conditions qui figurent dans ce document ou sur la base d'autres conditions.

Attijari Global Research n'a ni vérifié ni conduit une analyse indépendante des informations figurant dans ce document. Par conséquent, Attijari Global Research ne fait aucune déclaration ou garantie et ne prend aucun engagement envers les lecteurs de ce document, de quelque manière que ce soit au titre de la pertinence, de l'exactitude ou de l'exhaustivité des informations qui y figurent. En tout état de cause, il appartient aux lecteurs de recueillir les avis internes et externes qu'ils estiment nécessaires, y compris de la part de juristes, fiscalistes, comptables, conseillers financiers, ou tout autre spécialiste, pour vérifier l'adéquation des transactions qui leur sont présentées. La décision finale est la seule responsabilité de l'investisseur. Attijari Global Research ne saurait être tenue pour responsable des pertes financières ou d'une quelconque décision prise sur le fondement des informations figurant dans ses présentations.

#### SOURCES D'INFORMATION

Nos publications se basent sur une information publique. Attijari Global Research œuvre pour la fiabilité de l'information fournie. Néanmoins, elle n'est en mesure de garantir ni sa véracité ni son exhaustivité. Les opinions formulées émanent uniquement des analystes rédacteurs. Ce document et toutes les pièces jointes sont fondés sur des informations publiques et ne peuvent en aucune circonstance être utilisés ou considérés comme un engagement de Attijari Global Research.

#### CHANGEMENT D'OPINION

Les recommandations formulées reflètent une opinion constituée d'éléments disponibles et publics pendant la période de préparation de la dite note. Les avis, opinions et toute autre information figurant dans ce document sont indicatifs et peuvent être modifiés ou retirés à tout moment sans préavis.

#### INDÉPENDANCE D'OPINION

Attijari Global Research préserve une indépendance totale par rapport aux opinions et recommandations émises. Par conséquent, les décisions d'investissement du Groupe Attijariwafa bank ou de ses filiales peuvent être en contradiction avec les recommandations et/ou les stratégies publiées dans les notes de Recherche.

#### RÉMUNÉRATION ET COURANT D'AFFAIRES

Les analystes financiers responsables de la préparation de ce rapport reçoivent des rémunérations basées sur des facteurs divers, dont principalement le niveau de compétence, la régularité des publications, la qualité de la Recherche et la pertinence des sujets abordés. Le Groupe Attijariwafa bank pourrait entretenir un courant d'affaires avec les sociétés couvertes dans les publications de Attijari Global Research.

#### ADÉQUATION DES OBJECTIFS

Les différentes publications de Attijari Global Research sont préparées abstraction faite des circonstances financières individuelles et des objectifs des personnes qui les reçoivent. Les classes d'actifs et les stratégies traitées pourraient ne pas convenir aux différents profils des investisseurs. Pour cette raison, reposer une décision d'investissement uniquement sur ces opinions pourrait ne pas mener vers les objectifs escomptés.

#### PROPRIÉTÉ ET DIFFUSION

Ce document est la propriété de Attijari Global Research. Ce support ne peut être dupliqué, copié en partie ou en globalité sans l'accord écrit de la Direction de Attijari Global Research. Ce document ne peut être distribué que par Attijari Global Research ou une des filiales du Groupe Attijariwafa bank.

#### AUTORITÉS DE TUTELLE

Les activités d'investissement et de conseil sont régies par l'organe de contrôle relatif aux différents pays de présence. Il s'agit plus précisément de l'AMMC au Maroc, de la CMF en Tunisie, de la CREPMF à l'UEMOA, de la COSUMAF à la CEMAC et de la CMA en Egypt. Toute personne acceptant la réception de ce document est liée par les termes ci-dessus.